



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2825
23 septembre 2022
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Travailler plus et gagner moins, c'est non!



LIONEL VADAM MAXPPP

Iran

**Vive la lutte
pour la liberté
des femmes!**

page 11

PSA-Stellantis

**Grève
et débrayages
pour les salaires**

page 12

Russie-Ukraine

**La fuite
en avant
de Poutine**

page 10

Leur société

- Retraites : nouvelle attaque en préparation 3
- Énergie : bouclier en papier mâché, profits en béton armé 3
- Le 29 et après 3
- Hausse des prix : faire payer les profiteurs de la crise 4
- « Valeur travail » : le problème, c'est l'exploitation ! 4
- Immigration : nouvelle loi, vieille démagogie 4
- Santé : une catastrophe annoncée 5
- Hôpital de Montluçon : désert médical pour les enfants 5
- Consultations gratuites : bluff et mépris du gouvernement 5
- Hôpital de Sarreguemines : urgence aux Urgences 5
- Cars et bus : quelle pénurie de chauffeurs ? 6
- SNCF : la déliquescence programmée 6
- Voitures électriques : protéger l'environnement... ou électrifier les profits 6
- Passe Navigo : Péresse navigue à vue 7
- Migrants : À bas la fermeture des frontières ! 7
- Université de Lille : délabrement avancé 7
- LVMH : l'ivrogne qui prêche la sobriété 7
- Guadeloupe : la tempête Fiona et ses conséquences 16

Dans le monde

- Italie : droite et extrême droite se voient déjà au pouvoir 8
- Suède : l'extrême droite renforcée 8
- Superprofits : palabres européennes 9
- Niger : non à la présence des troupes françaises ! 9
- Ouganda : dévasté par Total 9
- Guerre en Ukraine : la fuite en avant de Poutine 10
- Iran : vive la lutte pour la liberté des femmes ! 11
- Semi-conducteurs : crise de surproduction et pénuries 11
- Esclavage moderne : tare d'une société archaïque 11
- Haïti : explosions de colère 16

Dans les entreprises

- Groupe PSA-Stellantis : grève et débrayages pour les salaires 12
- Renault - Douai 13
- Toyota - Onnaing 13
- Fonderie Eurocast-GMD Delle 14
- Arkema - Pierre-Bénite 14
- Camaïeu 14
- Air France Industries Orly-Roissy 15
- Vendanges : les travailleurs trinquent 15

Agenda

- Fêtes régionales de Lutte ouvrière 3
- Meeting du 8 octobre à Paris 3

Travailler plus et gagner moins, c'est non !

On connaissait le « *travailler plus pour gagner plus* » de Sarkozy. Eh bien, voilà le « *travailler plus et gagner moins* » de Macron !

En effet, celui-ci a demandé au gouvernement de remettre sur la table la réforme des retraites. Ils semblent encore hésiter sur le contenu et la forme : recul de l'âge de départ à 64 ou 65 ans, augmentation des annuités de cotisation, un mélange des deux ? Est-ce que ce sera une attaque commando en octobre ou une guerre d'usure au printemps ? Quoi qu'il en soit, c'est inacceptable.

Gouvernement et grand patronat nous font déjà les poches en refusant d'augmenter les salaires alors que toutes les factures s'alourdissent : au supermarché, à la pompe à essence, à la boulangerie, pour les charges locatives...

En 2023, le gaz et l'électricité augmenteront encore de 15 %. Et c'est presque avec fierté que la Première ministre, Elisabeth Borne, l'a annoncé, en insistant sur le fait qu'il ne s'agissait que d'une petite hausse en comparaison des autres pays. Quel mépris !

Bien sûr, nous nous enfonçons dans une nouvelle crise. Mais la crise ne signifie pas qu'il n'y a pas d'argent. Il y a de l'argent dans la société, beaucoup d'argent même. Au dernier semestre, les 40 plus grosses entreprises françaises ont réalisé 73 milliards d'euros de bénéfices. La dernière moisson des dividendes versés aux actionnaires a augmenté de 33 %, pour atteindre 44 milliards. Quel salarié a connu une telle hausse ?

La situation actuelle donne aux producteurs d'énergie l'opportunité de s'enrichir comme jamais. Sans investir, sans rien changer à leur façon de produire et sans aucun coût supplémentaire, ils vendent leurs produits dix fois plus cher. C'est le jackpot pour les capitalistes de l'énergie et le coup de bambou pour les consommateurs.

On peut en dire autant pour l'automobile. Les constructeurs se sont sortis des difficultés d'approvisionnement en décidant de produire moins de véhicules et de les vendre plus cher. Montée en gamme, voiture électrique... ils ont trouvé de quoi augmenter leurs marges pour le plus grand bonheur des actionnaires de PSA Stellantis, de Renault et de Toyota. Pour les ouvriers de l'automobile, c'est le régime sec, et c'est tant pis pour tous ceux qui doivent changer leur voiture et qui n'en auront pas les moyens.

On peut en dire autant des capitalistes de la pharmacie, de l'armement, de l'assurance ou de la banque. Tous ceux qui sont du bon côté du manche peuvent répercuter les hausses de prix sur leurs propres produits. Et si cela ne suffit pas, ils peuvent toujours intensifier l'exploitation et imposer de nouveaux sacrifices aux travailleurs.

Tant que nous ne revendiquerons pas notre dû, cette machine infernale continuera. Ceux qui ne font rien de leurs dix doigts continueront d'amonceler des fortunes ahurissantes, quand des millions d'entre nous vivront la boule au ventre parce qu'ils ont du mal à se loger, parce qu'ils n'ont pas assez d'argent pour payer la crèche ou parce que le ticket de caisse grossit désespérément.

Pour ne pas augmenter les salaires de base, certains patrons versent des primes. Et les plus grandes entreprises ont largement de quoi faire ! Mais que ce soient les primes ou les aumônes gouvernementales, elles fondent comme neige au soleil parce qu'elles ne remplaceront jamais les 300 ou 400 euros de plus qu'il nous faut tous les mois sur les payes. Sans oublier que lorsque l'on tombe malade ou que l'on part à la retraite, c'est le salaire de base qui compte. Alors, il faut des augmentations du salaire de base correspondant aux hausses

réelles des prix.

Que ce soit pour les salaires ou pour nos droits à la retraite et au chômage, nous devons nous faire respecter. Nous y réussirons en nous rassemblant et en nous organisant. Retrouver notre force collective à l'échelle de l'entreprise et de la société, voilà ce qui nous permettra de nous en sortir.

Le 29 septembre, plusieurs syndicats, la CGT, la FSU et Solidaires, appellent à faire grève et à manifester pour les salaires. Certains travailleurs s'empareront de cette date pour rejoindre les autres professions. D'autres décideront d'agir dans leur entreprise, dans leur atelier, et d'en profiter pour discuter collectivement. Déjà, des grèves éclatent ici et là. Souhaitons qu'elles se renforcent et se multiplient.

Une chose est sûre : si nous laissons le gouvernement et le patronat décider à notre place de ce qu'il nous faut pour vivre, nous n'aurons droit qu'à l'aumône. À nous de discuter, de fixer nos revendications et de nous mettre, partout, en ordre de marche pour les arracher.

Nathalie Arthaud



Retraites : nouvelle attaque en préparation

Pour démentir l'image d'un président hésitant, le 12 septembre, Macron s'est déclaré prêt à faire passer la réforme des retraites dès cet automne au moyen d'un amendement à la loi de financement de la Sécurité sociale.

Le camp présidentiel s'est partagé entre ceux qui se groupent autour du patron et ceux qui se sont déclarés opposés à un « passage en force » comme Bayrou.

Macron voudrait donner l'impression qu'il garde un cap alors qu'il navigue à vue depuis des mois, pris entre la crise énergétique,

l'inflation et la préoccupation d'éviter une explosion sociale. Il est aussi à la recherche de pistes pour faire payer aux travailleurs les dépenses d'indemnités inflation, de remises carburant ou de bouclier énergétique, qui ont toutes fini leur course dans les caisses patronales.

Faire travailler les salariés plus longtemps ou baisser les retraites de ceux qui n'auront pu cotiser suffisamment, cela constituerait un cadeau de choix pour le Medef, quoique celui-ci, inquiet du risque de contestation sociale, n'en ait pas fait une priorité immédiate. Cela permettrait à l'État d'économiser sur les pensions de ses salariés, et aussi sur les impôts et taxes affectés en tout ou partie aux retraites, qui représentent 14 % de leur financement total : près de 50 milliards

d'euros par an.

La réforme Macron s'ajouterait d'ailleurs à celle qui est toujours en cours, qu'on doit à Marisol Touraine, ministre de Hollande, et qui augmente la durée de cotisation pour une carrière complète d'un trimestre tous les trois ans jusqu'en 2035. Elle atteindra 43 ans pour les travailleurs nés à partir de 1973.

La Nupes, qui critique le projet de Macron, ne combattra pas l'application de la réforme Touraine, adoptée en 2013 grâce aux votes

d'Olivier Faure et de ses amis du PS et avec l'abstention des députés écologistes, deux des trois principales composantes de la Nupes.

Autant dire que ce n'est pas en confiant leur avenir à une future et hypothétique majorité de gauche que les travailleurs mettront fin à ces attaques incessantes. Seule une mobilisation de l'ensemble du monde du travail permettra d'ouvrir d'autres perspectives.

Sacha Kami

Énergie : bouclier en papier mâché, profits en béton armé

Mercredi 14 septembre, Élisabeth Borne a annoncé une augmentation de 15 % des factures de gaz pour le 1^{er} janvier 2023 et de 15 % pour celles de l'électricité en février. La Première ministre a malgré tout entonné la rengaine d'un gouvernement sur le pont pour « protéger les Français (...) dans une situation énergétique exceptionnelle ».

En même temps qu'elle faisait avaler une cuillerée de goudron, elle ajoutait un peu de miel en annonçant le maintien d'un bouclier tarifaire et un chèque énergie de 100 à 200 euros pour douze millions de foyers en fin d'année. Pour se consoler des 25 euros en plus sur la facture de gaz et des 20 euros sur celle d'électricité, en moyenne, selon le gouvernement, Borne a invité à regarder chez les voisins allemands, anglais ou italiens où les tarifs explosent de plusieurs centaines d'euros. Il faudrait donc considérer

les augmentations décidées par le gouvernement comme un cadeau.

Il n'en est rien ! Les prix du gaz et de l'électricité avaient augmenté avant octobre 2021, bien avant la guerre en Ukraine, présentée comme responsable de tous les maux par Élisabeth Borne, quand le gouvernement Castex avait mis en place le bouclier tarifaire pour aider à la réélection de Macron. Et les quelque 24 milliards qu'aurait coûté ce prétendu bouclier ne sont pas effacés. Ils sont et seront perçus par toute la

chaîne des fournisseurs de gaz ou d'électricité, pris sur les impôts, aux dépens des services publics. De plus, les augmentations des tarifs du gaz et de l'électricité, passées et à venir, s'ajoutent à celles des prix des produits de première nécessité et obligent de plus en plus de familles populaires à choisir entre se chauffer et se nourrir. Ce n'est pas la « situation énergétique » qui est exceptionnelle, mais la crise de l'économie capitaliste qui est de plus en plus brutale, avec une augmentation générale des prix, nullement compensée par la dernière augmentation du smic, du RSA, des pensions de retraite.

Borne a reconnu à sa manière l'existence des profiteurs de crise : « Nous ne sommes pas dupes. Certains font artificiellement monter

les prix. Nous agissons contre la spéculation sur les prix de l'énergie. » Vœu pieux bien sûr, car ces mystérieux spéculateurs se trouvent parmi les trusts de l'énergie, les Engie, Eni ou encore TotalEnergies, dont les services financiers sont spécialisés dans ces opérations spéculatives. Le gouvernement, qui renâcle même à évoquer des « superprofits », n'est pas prêt d'imposer quoi que ce soit aux capitalistes qu'il sert fidèlement. Ainsi, alors que les classes populaires sont prises à la gorge par la flambée des prix, elles devront se contenter d'aumônes, de factures diffrées, ou étalées dans le temps.

Le bouclier gouvernemental sert plus à dissimuler les milliards de profits des groupes de l'énergie qu'à protéger le niveau de

vie des classes populaires. Pour cela, il faudra que les travailleurs reprennent leurs propres armes, pour imposer des salaires permettant de vivre et leur indexation sur les prix.

Boris Savin



AGENDA

Renverser le capitalisme, une nécessité !

Meeting à Paris

Avec Nathalie Arthaud et Jean-Pierre Mercier

Samedi 8 octobre à 15 heures

À la Maison de la Mutualité, 24 rue Saint-Victor – Paris 5^e
Métro : Maubert-Mutualité – entrée libre

Fêtes régionales de Lutte ouvrière

Lyon

Samedi 24 septembre

à partir de 17 h

dimanche 25 septembre

de 11 h 30 à 19 h

à l'espace Mosaïque

de Saint-Priest

Toulouse

Samedi 24 septembre

de 18 h à minuit

dimanche 25 septembre

de 11 h à 18 h

à Ramonville-

Saint-Agne,

salle des fêtes

Bourges

Samedi 1^{er} octobre

de 14 h à minuit

Les Rives d'Auron

(près de la Médiathèque)

Lille

Samedi 1^{er} octobre

de 15 h à minuit

à Villeneuve-d'Ascq

Cousinerie, rue Carpeaux

Orléans

Samedi 8 octobre

de 14 h à minuit

à Fleury-les-Aubrais
Salle des Bicharderies
(ZA des Bicharderies)

Rennes

Samedi 8 octobre

de 15 h à minuit

Carrefour 18

(Métro Henri-Fréville)

Strasbourg

Samedi 8 octobre

à partir de 15h30

Centre social et culturel

de Haute-pierre-le-Galet

4, avenue Tolstoï

Le 29 et après : préparer la contre-offensive du monde du travail

Plusieurs centrales syndicales, CGT, SUD et FSU appellent l'ensemble du monde du travail à se mobiliser le 29 septembre pour la défense du pouvoir d'achat. Pour défendre leurs conditions de vie face à l'ampleur de la hausse des prix, les travailleurs devront se battre pour de véritables augmentations de salaire, et bien plus qu'une journée.

Depuis des mois, les classes populaires sont poussées vers la pauvreté à cause de la flambée des prix. Cet hiver, le coût du gaz et de l'électricité va imposer à bien des familles de ne pas se chauffer correctement. Pendant ce temps, les

salaires restent très insuffisants pour vivre.

Toute la politique du gouvernement consiste à tenter de calmer le mécontentement à coups de chèques et d'aumônes. Tous les porte-voix du patronat tentent de faire croire que

des augmentations de salaires entraîneraient une hausse des prix. Il faut oser ! Aujourd'hui les salaires stagnent et les prix explosent.

Le patronat ne veut pas d'augmentations de salaire, car ses profits sont largement liés au fait de maintenir des salaires bas, ainsi qu'à l'aggravation des conditions de travail en général.

La lutte pour des augmentations générales et collectives concerne l'ensemble du monde du travail,



indépendamment des catégories et des échelons. Autour de cette revendication, les travailleurs ont les moyens de s'unir et donc de mettre en avant leur véritable force ; celle du nombre et de leur rôle dans la société.

Alors, certes, cet appel à une journée de mobilisation le 29 septembre n'est pas du

tout à la hauteur de la lutte qu'il serait nécessaire de préparer. Mais il est une occasion de montrer que bien des travailleurs ne se résignent pas aux attaques patronales, et de discuter de la contre-offensive nécessaire contre la classe capitaliste et ses représentants.

Marion Ajar

Hausse des prix : il faut faire payer les profiteurs de la crise

Pas la peine de chercher des bouteilles de Volvic, Badoit ou Evian en ce moment dans un Intermarché.

C'est un nouvel épisode de la guerre entre les industriels de l'agro-alimentaire et ceux de la grande distribution.

Danone affirme que ses coûts de production ont augmenté de 20 à 25 % et qu'il ne s'en sortira pas sans une hausse de 12 % de ses produits, notamment les bouteilles d'eau minérale. Intermarché a beau jeu de jouer au défenseur du consommateur, accusant Danone de « profiter de la crise ». Pour peser sur les négociations, il a donc retiré toutes les bouteilles d'eau de Danone de ses magasins. Indigné, le PDG de Danone a rappelé que les négociations sur les prix devaient rester secrètes.

Il en va de même pour bien d'autres produits. Le lait par exemple, objet actuellement de semblables tractations, pourrait se vendre dans les rayons à plus d'un euro le litre.

Les prix continuent de monter inexorablement, contrairement aux salaires, aux retraites et aux allocations. Que ce soient les producteurs ou les distributeurs qui empochent les profits, pour les travailleurs, le résultat est le même ! Ce sont eux qui paient au bout du compte.

Face à ces requins, les travailleurs doivent eux aussi défendre leurs propres intérêts, et refuser de voir leurs conditions de vie reculer.

Camille Paglieri

“Valeur travail” : le problème, c'est l'exploitation !

La polémique sur la valeur travail s'est amplifiée dans tous les médias depuis la fête de l'Humanité. Fabien Roussel a de quoi être content : ses déclarations lui permettent de faire le buzz et de se démarquer de ses concurrents au sein de la Nupes.

Roussel explique ses propos, opposant une supposée « valeur travail » à l'assistanat, par le fait que le RN a pu séduire des électeurs dans les quartiers populaires, en se présentant comme le « parti du travail ». Il a même renchéri dans les colonnes du journal *l'Humanité* contre « ceux qui défendent l'idée de mettre le RSA à 1 000 euros ». Roussel prétend ainsi prendre en compte la colère de salariés payés à peine plus. Mais en joignant sa voix à ceux qui opposent travail et allocations, que propose-t-il aux travailleurs ? Certainement pas d'y voir plus clair et d'identifier leurs ennemis !

Le patronat, quant à lui, peut d'autant mieux imposer bas salaires et conditions de travail dégradées

qu'il s'appuie sur l'existence de millions de chômeurs pour faire pression sur les salariés et les pousser à accepter tous les reculs. Faire comme s'il existait deux catégories inamovibles, travailleurs d'un côté, assistés de l'autre, est, de plus, un mensonge. Chaque année, un quart des bénéficiaires du RSA en sortent, sans pour autant sortir de la misère car ils retrouvent souvent le chômage après une période de travail.

Le problème, pour les travailleurs, n'est pas de savoir s'ils sont pour ou contre une supposée « valeur travail » qui existerait indépendamment des capitalistes qui dirigent l'économie. Car ce sont ces derniers qui dictent leurs lois aux travailleurs, leur imposent des salaires insuffisants pour vivre ou les

transforment en « assistés » quand ils jugent plus rentable de licencier.

Les travailleurs n'ont besoin ni de défenseurs d'allocations de survie ni, à l'inverse, d'attaques contre ceux d'entre eux qui sont privés d'emploi. Ils ont besoin d'objectifs pour combattre l'exploitation, pour se débarrasser des seuls véritables parasites, les capitalistes, qui accumulent des milliards sur leur dos.

Il faut défendre la répartition du travail entre tous et l'augmentation massive des salaires, en prenant sur les profits accumulés par les capitalistes. Cela signifie contester le pouvoir de cette classe capitaliste. Car ce n'est que dans une société débarrassée de sa domination que le travail pourra vraiment rendre sa dignité à l'humanité et que chacun pourra s'y épanouir. Une société communiste qui fonctionnera, suivant la formule de Marx, « de chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins ».

Inès Rabah

Immigration : nouvelle loi, vieille démagogie

Jeudi 15 septembre, Macron a annoncé pour 2023 un nouveau projet de loi sur l'immigration. Il a lui-même jugé sa politique « inefficace, parce que nous nous retrouvons avec plus d'étrangers en situation irrégulière ; inhumaine, parce que cette pression fait qu'on les accueille trop souvent mal ». Comme si les étrangers étaient mal

accueillis parce que trop nombreux !

Le chef de l'État a repris la vieille recette de tous les politiciens cherchant à caresser dans le sens du poil l'électorat réactionnaire. Il sera impitoyable contre les « mauvais étrangers », forcément en situation irrégulière, et qui ne chercheraient qu'à profiter d'aides sociales

selon les xénophobes auxquels il veut plaire. Les centaines de travailleurs sans papiers de Uber Eats, du bâtiment ou de Chronopost, qui travaillent, vivent et luttent pour leurs droits dans ce pays lui ont, semblait-il, échappé.

Quant aux migrants que Macron juge dignes d'être accueillis car munis d'un

titre de séjour, il propose de les accueillir dans des régions rurales qui souffrent justement d'un déficit de population. Outre l'air pur, ils y trouveraient des conditions meilleures pour l'apprentissage du français et la formation professionnelle. Ce conte de fée a vite été démenti par les élus des communes rurales expliquant

qu'ils voyaient mal comment ils pourraient accueillir dignement des immigrés dans leur village sans école, sans bureau de poste, sans médecin et sans emploi !

Pour mieux faire diversion, Macron et son gouvernement véhiculent et alimentent les préjugés contre les travailleurs immigrés.

Julie Lemée

Santé : une catastrophe annoncée

Étranglement financier des hôpitaux par les ARS et le gouvernement, manque de médecins en ville et à l'hôpital, salaires insuffisants et pénurie de personnel hospitalier, services d'urgences et autres fermés, dégradation de l'accès aux soins de la population...

La situation catastrophique des hôpitaux est le résultat des politiques menées par les gouvernements, toutes étiquettes politiques confondues, qui se sont succédé depuis des années.

La CGT a appelé à des mobilisations le jeudi 22 septembre pour dénoncer

ces attaques. Les mouvements de protestation sont nombreux. Cette mobilisation est celle de tous les salariés du secteur de la Santé pour des conditions de travail dignes, ainsi que de la population pour que chacun ait les moyens de se soigner.

Correspondant LO



Manifestation du 15 septembre à Montluçon.

Hôpital de Montluçon : désert médical pour les enfants

Près de 5 000 personnes ont manifesté samedi 17 septembre à l'appel du collectif Les Orphelins du soin de Montluçon, dans l'Allier.

D'abord devant le centre hospitalier de la ville, avant de se rendre en cortège à la sous-préfecture, pour protester contre la disparition annoncée au 1^{er} novembre du service de pédiatrie.

La dernière pédiatre en poste, sur sept en service il y a quatre ans, a démissionné, épuisée. Les autorités de santé n'ont rien fait pour anticiper cette situation, qui risque de laisser sans soins des milliers d'enfants

dans une vaste région comprenant une partie de la Creuse et du Cher, bien au-delà de l'agglomération montluçonnaise. Cette fermeture n'est d'ailleurs que la dernière en date des attaques que subit cet hôpital dans la période récente, avec la fermeture partielle des Urgences et du service de radiologie.

La manifestation, d'une ampleur rarement atteinte sur le bassin montluçon-

nais, a permis d'exprimer la colère face à une situation sanitaire catastrophique qui obligerait les patients à se rendre à cent kilomètres, ou plus pour certains, à l'hôpital de Clermont-Ferrand, les seuls palliatifs prévus à ce jour étant la venue de médecins de Vichy ou Moulins pour quelques consultations.

Les participants se sont séparés heureux du succès de leur mouvement, convaincus qu'il n'était pas question d'en rester là.

Correspondant LO

Consultations gratuites : bluff et mépris du gouvernement

Dernière proclamation du gouvernement en matière de santé : « la prévention entre dans notre quotidien... » Et d'envisager que chacun ait droit au cours de sa vie à trois consultations médicales gratuites, à 25, 45 et 65 ans.

À 25 ans, il s'agirait de « faire le point sur les vaccins, l'activité physique, d'éventuelles addictions ou difficultés liées au début de la vie professionnelle ». À 45 ans, ce serait pour faire « un bilan sur l'activité physique et d'éventuels troubles de la santé mentale », sans oublier le dépistage de maladies cardiovasculaires et de certains cancers. Enfin, à 65 ans, il faudrait assurer « la prévention de la perte d'autonomie, le dépistage des cancers et de toutes les maladies qui peuvent être prévenues », sans compter une dimension psychologique liée au départ à la

retraite. Et le site du gouvernement annonce que, « dès 2023, les Français pourront prendre rendez-vous pour ces consultations totalement remboursées par la Sécurité sociale. »

Mais avec qui? La pénurie de médecins est telle que des généralistes débordés refusent de prendre de nouveaux patients, qui se retrouvent donc dans l'impossibilité de désigner leur fameux médecin traitant pourtant mis en place en... janvier 2006! De l'aveu de l'Assurance maladie, plusieurs millions d'assurés sociaux sont dans ce cas. Une partie des malades hésitent,

puis renoncent même à se soigner. Quant à ceux qui ont la chance d'avoir pu déclarer leur médecin traitant, il leur faut néanmoins souvent attendre des jours et des jours avant d'obtenir un rendez-vous parce que le généraliste est débordé.

Des centaines de milliers de femmes et d'hommes, voire des millions, en particulier ceux dont la situation est la plus précaire, se retrouvent ainsi aujourd'hui privés de tout suivi médical, des examens biologiques et de toutes les techniques d'investigations. À qui le gouvernement espère-t-il faire croire que les médecins et les structures nécessaires qui vont avec vont tout à coup surgir pour « renforcer le volet prévention du système de santé français »?

Sophie Gargan

Hôpital de Sarreguemines : urgence aux Urgences



À l'hôpital Robert-Pax de Sarreguemines, en Moselle, l'été a été difficile en raison du manque de personnel soignant et des fermetures de lits, voire de services entiers. Les Urgences ont été plusieurs fois au bord de la saturation.

Au circuit long des Urgences, c'est-à-dire en vue d'une hospitalisation, il n'y a actuellement qu'une infirmière en continu par poste, tandis qu'une seconde infirmière et une aide-soignante sont susceptibles de partir à tout instant avec le Smur. Devant quinze patients à prendre en charge, voire davantage, les soignants réclament depuis longtemps un second infirmier permanent aux Urgences.

Au printemps, à la suite de plusieurs mobilisations des soignants, la direction avait fini par céder et valider la création de six postes supplémentaires équivalents temps plein d'infirmiers aux Urgences. Mais, depuis, aucune embauche supplémentaire n'a eu lieu. Au contraire, quatre soignants des Urgences sont partis en raison de l'aggravation constante des conditions de travail et

des payes insuffisantes. La direction a alors dit vouloir recruter leurs remplaçants en priorité. Maintenant la priorité irait, selon elle, au recrutement des soignants qui manquent déjà dans la plupart des services afin de rouvrir les lits actuellement fermés faute de monde, comme en médecine générale. Les postes supplémentaires récemment validés aux Urgences ne viendraient donc qu'après.

Personne ne s'y laisse tromper : il s'agit d'un serpent qui se mange la queue car la pénurie de personnel s'autoalimente, aux Urgences comme dans tous les services. De meilleures conditions de travail, avec des moyens supplémentaires et des salaires décents, y compris en début de carrière : voilà la seule solution!

Correspondant LO

Cars et bus : quelle pénurie de chauffeurs ?

Les parents d'élèves se plaignent des annulations de bus scolaires, tandis que les usagers des bus des villes moyennes et grandes sont confrontés à des attentes interminables pour monter dans des bus bondés, voire à des fermetures de lignes.

Selon une fédération patronale, la FNTV, il manquerait 8 000 conducteurs de bus scolaires en France sur un total de 30 000. 1,2 million d'enfants sont quotidiennement emmenés à l'école en bus. Pour le transport interurbain de voyageurs, les syndicats estiment qu'il manque 10 000 chauffeurs de bus.

Dans les grands médias, le patronat pleurniche sur la pénurie de personnel dans les métiers « difficiles ». En fait, il faut être en bonne santé et beaucoup de demandeurs d'emploi de longue durée ont des problèmes de santé que la médecine du travail estime incompatibles avec ce travail.

Les régions et les villes veulent réduire l'enveloppe finançant les transports en commun, et se servent pour cela des appels d'offres à la baisse et de la sous-traitance vers les sociétés du secteur comme Transdev, Keolis ou RATP-Dev. Ces dernières dégradent les conditions de travail, réduisent les primes et compensations en vigueur,

voire les salaires, au prétexte de la concurrence. Cela entraîne des démissions, un service aux voyageurs encore plus dégradé, et des grèves, comme celle des conducteurs de bus de Vaux-le-Pénil, Vulaines, Lieusaint, en Seine-et-Marne, durant sept semaines en 2021.

C'est aussi ce qui se passe à la RATP, où il y a une hausse des démissions et abandons de poste chez les conducteurs de bus, dont les horaires viennent d'être dégradés et rallongés. Ils ont pour horizon des conditions de travail encore pires, lors du transfert des conducteurs RATP vers diverses filiales en 2025, une remise en cause de la grille des salaires et des droits à la retraite.

La direction de la RATP avait gelé les recrutements en 2021, calculant que la hausse du temps de conduite lui permettait de réduire les effectifs. Aujourd'hui, elle fait tout un cinéma pour recruter, allant jusqu'à proposer aux conducteurs en place une



prime de 300 euros par recrutement parrainé. Mais les recrutements actuels ne sont pas une inversion de sa politique. Elle réagit à un problème ponctuel, lié aux démissions. La baisse de l'effectif reste programmée, accompagnant les nouvelles et futures conditions de travail dégradées.

Le problème vient aussi du salaire. La RATP clame qu'elle offre un salaire de 2 220 euros brut à l'embauche. Un chiffre bricolé, car la grille de salaire démarre à 1 975 euros brut, soit 1 600 euros net, pour des horaires décalés, changés au dernier moment, le travail les week-ends, les

horaires journaliers en deux fois, ou sans coupure repas, et les difficultés d'organisation que tout cela amène pour la vie familiale.

Concernant les bus scolaires, c'est encore pire. Il reste encore beaucoup de contrats à temps partiel de 800 euros net par mois. Les conducteurs ont alors une journée de travail découpée en deux parties, voire trois, de deux heures chacune, par exemple deux heures le matin, deux heures le midi, deux heures le soir.

Pour ne céder ni sur les salaires ni sur le recrutement, le patronat utilise l'apprentissage, les CDD, l'intérim, ainsi que les financements publics à la

formation au permis D « transports en commun ». Des centaines de jeunes sont formés au permis D, et les patrons espèrent que cela leur fournira les conducteurs manquants, sans augmenter les salaires. Ils comptent aussi sur la réforme de l'assurance chômage. Ils espèrent ainsi obtenir des travailleurs obligés d'accepter des emplois mal payés aux contraintes difficiles.

La réalité qu'il y a derrière le manque de conducteurs de bus, c'est que les patrons veulent des travailleurs de plus en plus exploités, mal payés et aux conditions de travail dégradées.

Correspondant LO

Voitures électriques : protéger l'environnement... ou électriser les profits

Samedi 17 septembre, la centrale nucléaire de Cattenom en Moselle – dont trois des quatre réacteurs sont à l'arrêt! – organisait une journée spéciale promotion de la voiture électrique, avec la présence de nombreux stands de concessionnaires automobile.

Aujourd'hui, on nous vante les voitures électriques propres, écologiques, respectueuses de l'environnement, avec la même conviction qu'il y a quelques années PSA expliquait que l'air qui sortait des pots d'échappement équipés de filtres à particules était plus pur que celui qui rentrait dans le moteur.

Moins polluantes les voitures électriques? C'est à voir! Étant très lourdes, elles génèrent sur les routes, par l'usure des revêtements et des pneus, bien plus de particules fines que les modèles à essence similaires. La production de ces véhicules

est bien plus gourmande en énergie, plus de la moitié de l'électricité est produite dans le monde à partir des combustibles fossiles. Sans compter les conditions effroyables dans lesquelles sont exploités les 40 000 enfants qui creusent la terre au Congo pour en extraire le cobalt utilisé pour les batteries.

Et puis encore faut-il avoir du courant pour que ces véhicules électriques puissent rouler! Ainsi, en Californie, qui est à la pointe dans les véhicules électriques, les autorités ont interdit depuis le 1^{er} septembre de recharger les voitures électriques de

16 heures à 21 heures: l'État manque de courant et craint la grande panne comme il y a quelques années.

La transition énergétique est un prétexte à des subventions directes aux industriels pour construire des usines de batteries et moderniser des usines de production de voitures, ou indirectes via des primes versées aux acheteurs de véhicules électriques. C'est autant de moins pour les services publics.

D'un côté, on nous recommande de ne pas allumer le four de la cuisinière ou de vivre dans le noir, de l'autre, les capitalistes de l'automobile poussent ceux qui en ont les moyens à acheter des voitures électriques sans savoir si on pourra les faire rouler. Un bon résumé de la folie de la société capitaliste.

Étienne Hourdin

SNCF : la déliquescence programmée

Alors que retards et annulations se généralisent sur les lignes ferroviaires régionales, le chaos est tel que les dirigeants ne peuvent plus le nier.

Interrogé au Sénat sur les 10% de TER manquants chaque jour dans les Hauts-de-France, dont 50% sur certaines lignes, Jean-Pierre Farandou, le PDG de la SNCF, n'a pas pu éluder. « Le matériel est vieillissant, ça c'est le choix de la Région. Enfin, il y a la question des conducteurs. En Hauts-de-France, on s'est planté, plus qu'ailleurs. Le problème, c'est qu'il faut deux ans pour s'en remettre, le temps de recruter et de former. En attendant, on a un problème. » C'est le moins qu'on puisse dire. Le responsable SNCF des TER

Hauts-de-France indique ainsi: « Nous avons été plombés par les deux années de la crise du Covid pendant lesquelles il n'y a pratiquement pas eu d'école de formation de conducteurs », alors que les départs en retraite programmés n'ont évidemment pas cessé dans la période.

La même irresponsabilité vaut dans toutes les régions et se traduit partout par une dégradation du transport ferroviaire pour les usagers.

De quoi rendre solidaires usagers et cheminots.

Christian Bernac

Passé Navigo : Pécresse navigue à vue

Valérie Pécresse, présidente de la région Île-de-France et ancienne candidate LR à l'élection présidentielle, a évoqué une augmentation possible du passe Navigo : l'abonnement mensuel pourrait passer de 75,20 euros aujourd'hui à 100 euros l'année prochaine.

Comme pour toutes les autres hausses de prix, l'augmentation des tarifs de l'énergie est mise en avant : Pécresse parle de 950 millions de coûts supplémentaires, sans qu'il soit bien sûr possible de savoir d'où sort ce chiffre. L'ex-candidate à la présidentielle se pose en défenseuse des usagers, affirmant qu'elle refuse d'augmenter autant le passe Navigo, et que l'État, les départements, la RATP

et la SNCF, et même les entreprises, doivent mettre la main à la poche pour que la hausse reste modérée.

De son côté, la SNCF a annoncé elle aussi que les prix de ses billets pourraient augmenter de 10 %, là encore à cause de la hausse des prix de l'énergie : selon le PDG de l'entreprise ferroviaire, la facture d'électricité bondirait de 1,6 milliard d'euros, un chiffre invérifiable. Et grand prince, il a

affirmé qu'il ne répercuterait pas toute la hausse sur les voyageurs.

Tout le monde se renvoie la responsabilité d'augmentations qui sont de plus en plus insoutenables pour les travailleurs. Pour les responsables politiques et les patrons, il est évident que ce sera aux classes populaires de payer l'addition finale. Mais tous craignent une réaction du monde du travail. C'est ce qu'ils appellent pudiquement « l'acceptabilité ». En effet, les travailleurs n'ont aucune raison d'accepter de payer pour la crise de ce système!

Camille Paglieri

Migrants : à bas la fermeture des frontières !

Près de 29 000 personnes auraient tenté de traverser la Manche depuis janvier, sur des embarcations de fortune ou à la nage, au péril de leur vie. C'est presque deux fois plus que l'année dernière à la même période.

Ce mode de traversée, dangereux et souvent mortel, s'est développé en quelques années, du Nord à la Normandie, depuis que l'État français s'est équipé de grillages complexes à

Calais pour empêcher les migrants d'entrer dans les camions qui traversent le tunnel sous la Manche. Les passeurs, qui organisent désormais les traversées en canots, se livrent une

guerre féroce pour garder la mainmise sur ce nouveau réseau très lucratif, où la traversée coûte en moyenne 1 500 euros par personne. Les camps de migrants, en plus d'être des camps de misère sans eau ni électricité, sont devenus le terrain d'affrontements armés entre passeurs, qui règlent leurs comptes avec la peau des réfugiés : au camp de Loon-Plage, dans le Nord, quatorze migrants ont ainsi été tués ou gravement blessés par balle en une semaine, du 1^{er} au 7 septembre.

Cette situation pourrisante est une des conséquences criminelles de la politique gouvernementale de fermeture des frontières et de la traque policière des migrants.

Julie Lemée



LVMH : l'ivrogne qui prêche la sobriété

Le groupe de luxe LVMH use 600 heures de travail humain pour fabriquer une minaudière constituée de 12 500 morceaux de coquille d'œuf puisqu'il y a une clientèle pour l'acheter quelque 100 000 dollars.

Pour satisfaire les caprices des classes aisées, la

sobriété n'existe pas. Mais comme la direction du groupe LVMH a une grande conscience morale et veut participer à « l'effort national », la lumière sera coupée dans les boutiques après la fermeture, le chauffage baissé en hiver et la climatisation déclenchée un peu moins vite en été.

Mais l'essentiel est sauf : le groupe de luxe continuera à faire fabriquer sacs à main, valises et autres camelotes de luxe pour les nantis de la planète et son milliardaire de patron Bernard Arnault continuera de faire le tour de la planète avec son jet privé.

B. S.

Strasbourg : une université pionnière ?

Le président de l'université de Strasbourg a annoncé que l'université fermerait deux semaines de plus dans l'hiver 2023. En cause : le prix de l'énergie.

Les vacances de Noël se termineront une semaine plus tard que prévu, l'université restant fermée. Une autre semaine, en février, les cours se feront uniquement à distance. Quant au chauffage, il sera mis en route le plus tard possible.

L'université de Strasbourg qui comptait 57 000 étudiants en 2020-2021, a vu exploser ses dépenses énergétiques, comme bien d'autres : treize millions d'euros en 2022, vingt millions prévus pour 2023, une hausse incompatible avec un budget contraint. La direction de l'université, obéissant au plan de sobriété énergétique prôné par le gouvernement, a donc décidé de l'appliquer, aux dépens du personnel, enseignant ou autre, et des étudiants.

Devant les réactions, entre autres des syndicats, la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a immédiatement déclaré

qu'il fallait « accompagner les établissements d'enseignement », tout en ajoutant qu'ils sont « responsables et autonomes ». Autrement dit, qu'ils se débrouillent avec les moyens du bord !

À tous les niveaux du système éducatif, les moyens sont inférieurs aux besoins, et l'université n'y échappe pas : locaux insuffisants ou vétustes pour certains, manque d'enseignants... Pendant la période du Covid, l'enseignement à distance a montré ses failles, le manque de contacts et de vie collective handicapant les étudiants en difficulté. Sans compter les dépenses (réseau Internet, ordinateur) nécessitées par le télétravail, qu'on soit étudiant ou travailleur de l'université.

C'est cette caricature d'enseignement qui devrait suppléer à l'insuffisance du budget ? Pas de doute, le gouvernement soigne les jeunes générations.

Sylvie Maréchal

Université de Lille : délabrement avancé

Avec ses 75 000 étudiants, l'université de Lille progresse dans le fameux classement international des universités de Shanghai cette année. Et dans le classement des universités délabrées aussi !

Pour réaliser des économies, depuis des années, le personnel technique est réduit et les bâtiments sont entretenus à minima. L'eau n'est plus potable sur une partie du réseau. Face à cela, la direction a pris les choses en main : elle a fait des prélèvements... après la purge des canalisations. Elle en a conclu que les résultats étaient corrects, mais qu'il ne fallait pas boire l'eau du robinet.

Suite à des intempéries, certains bâtiments ont été inondés et sont désormais inutilisables. Qu'à cela ne tienne, la direction loue désormais des salles

de réception dans les hôtels voisins. Et elle appelle l'ensemble des agents et des professeurs à marquer leur solidarité en acceptant de travailler le soir jusqu'à 20 heures et le samedi. Rien n'a encore été dit sur le chauffage à venir mais il y a fort à parier que les efforts seront demandés aux étudiants et à tous les agents et enseignants de l'université.

L'université de Lille est à l'image de toute la société, une société où tout va très bien pour le profit de quelques-uns. Pour les autres, qu'ils se débrouillent.

Correspondant LO

Italie : droite et extrême droite se voient déjà au pouvoir

Les élections du 25 septembre pourraient porter la droite et l'extrême droite à la tête de l'Italie. La coalition dite de centre droit est donnée favorite, qui comprend Forza Italia, le parti de Berlusconi, la Ligue de Salvini, et le parti néofasciste Fratelli d'Italia dirigé par Giorgia Meloni.

L'accord entre les trois partis de la coalition prévoit que le poste de chef du gouvernement revienne au parti ayant le plus de voix. Or, alors que le gouvernement Draghi se voulait un gouvernement d'union nationale, Fratelli d'Italia avait refusé de s'y joindre. Cela lui permet d'apparaître comme le seul parti d'opposition et pourrait mettre Meloni à la tête du gouvernement. Ainsi, un parti héritier direct du parti fasciste pourrait se retrouver à la tête du pays.

Fratelli d'Italia (Frères d'Italie), reprenant le début de l'hymne national, est le successeur d'Alliance nationale et du MSI, le Mouvement social italien. Celui-ci, fondé à la fin de la guerre par des cadres du parti fasciste de Mussolini, n'a jamais renié ce passé, et ses successeurs non plus. Si les dirigeants de Fratelli d'Italia laissent entendre que tout cela est dépassé et qu'il n'y a plus lieu d'en discuter, ils ne peuvent se couper

des militants d'extrême droite et des authentiques nostalgiques du fascisme qui sont une bonne part des cadres du parti. Mais s'ils peuvent aujourd'hui se considérer aux portes du pouvoir, ils peuvent en remercier les autres partis et les institutions.

Longtemps après la guerre, dans un pays marqué par les vingt ans de dictature qu'il venait de vivre, le parti néofasciste a en effet été tenu en dehors des coalitions gouvernementales, tout en recueillant régulièrement 5 à 10% des voix. Dans les années 1980-1990, des dirigeants politiques ont estimé utile de mettre fin à cet ostracisme et de permettre à cette frange d'électeurs, et surtout d'élus, de participer aux majorités de l'Italie dite démocratique. Au moment où le Parti communiste reniait ouvertement son passé pour se transformer en un vague parti démocrate, l'intégration des néofascistes apportait opportunément un contrepoids, rendant possible



la constitution de majorités de droite.

C'est avec la caution du parti de Berlusconi, mais aussi avec celle du parti Démocrate ex-communiste, soucieux de se montrer responsable, que s'est opérée la normalisation du parti néofasciste. Elle s'est accompagnée d'une réhabilitation discrète du passé fasciste, faite de discours renvoyant dos à dos les partisans communistes et les chemises noires de Mussolini. Tous auraient été des jeunes sincères trompés par des idéologies totalitaires n'ayant plus de sens à notre époque. En même temps, les campagnes anti-immigrés donnaient droit de cité au racisme.

C'est dans ce climat que la

droite et l'extrême droite ont pu trouver une audience dans une partie des classes populaires, elles-mêmes de plus en plus éloignées des partis traditionnels et d'une gauche engagés jusqu'au cou dans la gestion des affaires pour le compte de la bourgeoisie.

Cette campagne électorale aura vu Giorgia Meloni et Matteo Salvini faire assaut de démagogie et jurer que leur gouvernement fera tout pour aider les Italiens à payer leurs factures d'énergie en hausse, tandis que le dirigeant du Parti démocrate, Enrico Letta, continuait imperturbablement à regretter la fin du gouvernement du banquier Draghi. On voit pourquoi de nombreux votes populaires

se détournent vers la droite et l'extrême droite, et aussi largement vers l'abstention.

Meloni est bien « dédiable », à la manière d'une Le Pen en France. Elle n'a que respect de la démocratie et volonté du peuple à la bouche et ricane quand on évoque à son propos un danger fasciste. Elle veut convaincre de sa capacité à mener une politique conforme aux intérêts de la bourgeoisie.

Mais si l'aggravation de la crise nécessitait d'en revenir aux méthodes fascistes de gouvernement, Fratelli d'Italia, la Ligue et le milieu d'extrême droite qui les entoure ont bien des éléments qui ne rêvent qu'à cela.

André Frys

Suède : l'extrême droite renforcée

En Suède, la coalition des partis de droite a remporté les législatives du 11 septembre, devant celle réunie autour du Parti social-démocrate, à quelques sièges près.

Le Parti social-démocrate, SAP, arrive cependant largement en tête, avec 30,35% des voix, mais ses partenaires, les Verts, le Parti de gauche (ex-PC) et le parti du centre, ont reculé. Ce qui a vraiment changé la donne est le choix des partis de droite de conclure une alliance avec les mal nommés Démocrates de Suède (SD). Ce parti d'extrême droite avait été jusqu'alors tenu à l'écart par toutes les formations politiques. Cette fois, la droite a estimé que c'était sa seule chance de revenir au gouvernement, dans un pays où le poids de la social-démocratie est considérable. Le SAP gouvernait en effet depuis huit ans. Et depuis 1917, date de sa première participation gouvernementale, il a été au

pouvoir pendant 81 ans.

Pour sceller leur accord, les partis de la droite classique ont repris les propositions anti-migrants et sécuritaires du SD, comme la restriction du regroupement familial et la limitation du droit d'asile. De son côté, le SD a accepté de ne plus s'opposer à l'adhésion de la Suède à l'OTAN, dans le climat belliqueux qui s'est développé après l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Il faut cependant rappeler que l'abandon du statut d'État neutre a été porté par la Première ministre social-démocrate sortante et que le SAP est allé sur le même terrain sécuritaire, ouvrant de nouvelles écoles de police et instituant des peines plus dures pour certains délits et crimes.

La Suède, avec ses dix millions d'habitants, a accueilli au cours des dix dernières années près de 500 000 migrants, plus que bien d'autres pays européens. Mais ils ont été, dès leur arrivée, laissés de côté. Ainsi, après dix ans de séjour, un demandeur d'asile sur deux seulement a un emploi. Cela a contribué à la création de ghettos, comme le quartier de Rosengård à Malmö, qui compte 38% de chômeurs, où des bandes criminelles imposent leur guerre de gangs. Ce phénomène, nouveau pour le pays, a permis au SD de prospérer, en surfant sur les peurs et les préjugés. Fondé en 1988 par des néonazis, il a cherché à partir de 2005 à apparaître un peu plus présentable, pour s'intégrer dans le jeu politique. Entré au Parlement en 2010, il n'a cessé depuis de progresser.

Lors du récent scrutin, il est passé de 17,5% à 20,5% des voix, dépassant pour la première fois le principal parti de la droite classique, les Modérés.

Que le SD participe ou non au prochain gouvernement, ce qui est encore en discussion, il est certain que son poids va contribuer à

renforcer le poids des idées réactionnaires.

Quant aux travailleurs, confrontés comme partout à la crise et à l'inflation, ils n'auront d'autre choix que de renouer, à un moment ou à un autre, avec les luttes, pour défendre leur vie, leur dignité, leurs salaires et leurs retraites.

Henri Marnier

Lisez *Lutte de classe*, revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 226 (septembre-octobre 2022) :

- Le chaos du capitalisme en crise
- D'une crise économique à l'autre
- La guerre en Ukraine accélère la militarisation
- Une vague de grèves inédite en Grande-Bretagne
- Brésil : le duel Bolsonaro-Lula
- L'État chinois et la résurgence de la bourgeoisie (1978-2022)
- Renault et les grandes manœuvres dans l'automobile
- Les mémoires de Georg Scheuer

Prix : 2,50 euros - Envoi contre cinq timbres à 1,28 euro.

Superprofits : palabres européennes

Après qu'un certain nombre de pays européens ont annoncé la mise en place d'une taxe sur les bénéfices des entreprises du secteur énergétique, c'était au tour de l'Union européenne (UE) d'afficher son intention de répartir les efforts et d'imposer une « contribution » aux super-profiteurs du secteur.

Il faut dire qu'avec des bénéfices supplémentaires estimés à 200 milliards d'euros pour la seule année 2022, les grandes compagnies énergétiques européennes, du

britannique Shell au français TotalEnergies en passant par l'italien Enel, ont touché le jackpot grâce à la flambée des prix.

La Commission euro-

péenne, par la voix de sa présidente, Ursula von der Leyen, a donc annoncé vendredi 16 septembre, un « plan d'amortissement de l'impact de la crise de l'énergie ». D'abord, il s'agirait de faire baisser la consommation énergétique de tous les États membres. Ensuite, il faudrait plafonner temporairement les recettes des producteurs d'électricité dont les coûts de production n'ont pas augmenté car ils produisent avec des ressources indépendantes du gaz, mais qui ont profité de l'envolée des prix – alignés sur celui du gaz. Pour finir, il faudrait mettre en place une « contribution temporaire sur les

bénéfices excédentaires » des compagnies énergétiques.

La fameuse taxe – ou contribution dans le langage plus diplomatique de la Commission – deviendrait donc réalité et tous, du simple citoyen contraint de couper le chauffage, à l'actionnaire millionnaire de TotalEnergies délesté d'une partie de ses superprofits, uniraient leurs efforts pour éviter une Europe plongée dans les ténèbres ?

On en est loin ! Comme chaque mesure annoncée par la Commission européenne, il s'agit de « propositions », d'« objectifs » et autres « incitations ». Soumis à l'appréciation des États, le

plan sera débattu le 30 septembre par les ministres des 27 États membres de l'UE. Et il y a fort à parier que, si contribution il y a, elle ressemblera aux impôts exceptionnels censés être déjà en vigueur dans certains pays de l'Union, qui existent surtout sur le papier et bien peu dans les caisses des États.

À l'échelle européenne ou à celui des États nationaux, les représentants de la bourgeoisie tiennent le même langage moralisateur aux populations, priées d'éteindre la lumière et de croire aux contes de fées sur les efforts partagés.

Nadia Cantale

Niger : non à la présence des troupes françaises !

Plusieurs centaines de personnes ont manifesté dimanche 18 septembre à Niamey, la capitale du Niger, contre la présence des troupes françaises, l'augmentation du coût de la vie et la corruption des dirigeants.

Cette manifestation avait été appelée par le mouvement M62, créé le 3 août dernier par une quinzaine d'organisations, parmi lesquelles des associations de défense des droits de l'homme et des syndicats, en vue de s'opposer à la présence militaire française. Le M62 entend constituer une « Union sacrée pour la sauvegarde de la souveraineté et de la dignité du peuple ».

Après avoir été chassé du Mali, le contingent français s'est replié au Niger. Ce pays est désormais au cœur du nouveau dispositif prévu par Macron pour maintenir les troupes françaises au Sahel, mais la population a depuis longtemps montré qu'elles n'y étaient pas les bienvenues. Le 27 novembre 2021, un convoi militaire français en provenance du Mali avait été bloqué par les habitants dans la ville de Téra. Aidés des forces de police locales, les militaires français avaient forcé le passage, au prix de trois morts et 18 blessés parmi les manifestants.

Le 18 septembre, à Niamey, les manifestants brandissaient des pancartes « Dégage l'armée française criminelle » et « L'armée coloniale doit partir ». On y entendait aussi des slogans « Vive Poutine et la Russie », en référence aux mercenaires du groupe Wagner qui ont remplacé les troupes françaises au Mali. Les pratiques de ces mercenaires sont tout aussi criminelles, mais cela

témoigne probablement de la profondeur du rejet de la présence des troupes françaises.

Les manifestants protestaient également contre la cherté de la vie. Le 1^{er} août, le gouvernement a augmenté de 24 % les prix du gas-oil à la pompe. Il s'en est suivi une flambée des prix des produits alimentaires de base, riz, huile, sucre, farine, blé ou lait. Ces hausses de prix sont insupportables dans un pays où la population n'arrivait déjà plus à se nourrir. Elles sont ressenties d'autant plus durement que, à côté, les caisses de l'État sont pillées par une poignée de dignitaires, devenus multimilliardaires pour avoir favorisé le pillage des ressources du pays par l'impérialisme français, notamment l'uranium. Le M62 réclame la traduction en justice de l'ancien président Mahamadou Issoufou, exigeant qu'il rende des comptes pour le marché opaque conclu avec Bolloré pour la construction, aujourd'hui abandonnée, d'un chemin de fer, qui a coûté des centaines de millions d'euros aux contribuables nigériens.

Au Niger, comme dans tout le Sahel, l'armée française a largement eu le temps de montrer qu'elle n'était d'aucun secours contre le terrorisme. Elle a par contre prouvé qu'elle était là pour défendre les intérêts des trusts français, et la population ne s'y trompe pas.

Daniel Mescla

Ouganda : dévasté par Total

Mercredi 15 septembre, le Parlement européen s'est inquiété du projet de TotalEnergies d'exploitation d'un gisement pétrolier au bord du lac Albert, en Ouganda. Il prévoit ainsi la construction du plus grand oléoduc chauffé du monde, sur près de 1 500 kilomètres à travers l'Ouganda et la Tanzanie.

Le texte du Parlement européen reprend ce que dénoncent depuis des années des associations. Cent mille personnes risquent d'être déplacées, et les paysans expropriés ont subi des pressions pour signer les documents présentés par les représentants de Total. Le Parlement européen dénonce des violations des droits de l'homme, des arrestations, des actes de harcèlement judiciaire contre des militants et des ONG. Il réclame la libération des personnes arrêtées, ainsi

qu'une indemnisation correcte des paysans expropriés, que certains attendent depuis des mois.

Le Parlement s'inquiète aussi des dangers pour l'environnement et pour les ressources en eau, avec d'inévitables déversements de pétrole. 400 puits de pétrole doivent être forés à partir de décembre, dont 132 dans une zone protégée. Le projet pourrait émettre jusqu'à 34 millions de tonnes de CO₂ par an, trente fois les émissions actuelles de l'Ouganda et de

la Tanzanie réunis.

Mais, face à de si graves accusations, la résolution du Parlement européen est « non contraignante », et demande seulement à Total de reporter d'un an le début des travaux, afin d'étudier si un autre trajet est possible pour l'oléoduc.

Pas sûr que cela convainque Total d'abandonner un projet si lucratif, d'autant qu'il a le soutien de Macron, des armées française et ougandaise, et de la police du pétrole ougandaise, qui agit main dans la main avec les forces de sécurité de Total. La lutte résolue contre le réchauffement climatique, c'est bon pour les discours électoraux.

Hélène Comte



Travaux de construction du pipeline de TotalEnergies entre l'Ouganda et la Tanzanie.

Guerre en Ukraine : la fuite en avant de Poutine

Le Kremlin vient d'annoncer plusieurs mesures directement liées à la guerre en Ukraine et à son intensification : une mobilisation dite partielle concernant 300 000 réservistes et la tenue de référendums sur le rattachement à la Russie de quatre régions ukrainiennes.

Après une série de revers militaires et la perte de territoires en Ukraine, Poutine a besoin de renforcer son armée. Mais il lui faut aussi regagner du terrain : sur le front, dans l'opinion publique et auprès des cercles dirigeants russes, le « parti de la guerre » et les milieux ultra-nationalistes. En effet, ces jours-ci des critiques s'y sont exprimées sur la façon dont les généraux mènent les opérations militaires, ce qui, à travers eux, pouvait viser leur chef, Poutine.

Des gains de territoires à tout prix

Le Kremlin ne semble pas craindre le résultat de ces référendums. Les républiques sécessionnistes de Lougansk et de Donetsk, à l'extrême est dans le Donbass, ont une population largement prorusse et, depuis 2014, une administration et des forces armées que Moscou encadre. Quant aux deux autres régions, celles de Kherson au sud-ouest et de Zaporijia au sud, elles ont une population majoritairement russophone, placée depuis des mois sous administration prorusse et sous le contrôle des troupes du Kremlin.

Dans les faits, leur rattachement à la Russie ne changera pas grand-chose sous l'angle militaire, ni du point de vue de la vie de populations soumises depuis des mois, voire des années,

aux horreurs de la guerre.

C'est pour le pouvoir russe que cela change la donne. Rattachées à la Russie, ces régions auront plus de valeur dans d'éventuelles tractations à venir avec Kiev et Washington autour du sort et du statut de l'Ukraine.

Dans l'immédiat, ce probable agrandissement du territoire de la Russie viendrait à point nommé pour conforter Poutine dans son rôle de chef de guerre engrangeant les victoires sur les ennemis de la Sainte Russie. Car c'est cette image nationaliste, ternie par l'échec de son offensive éclair sur Kiev et les reculs de son armée, qui lui a permis de disposer d'un certain consensus dans l'opinion et ainsi d'asseoir le pouvoir qu'il incarne : celui de chef de la bureaucratie, cette caste parasitaire qui dirige la Russie autant qu'elle pille ses ressources et sa population.

Mais Poutine sait aussi que la popularité qu'il retire de cette posture et l'autorité que cela lui vaut auprès de la caste dirigeante ne sont pas gravées dans le marbre.

Des effets «collatéraux» de la guerre

Ainsi, un institut russe de sociologie renommé vient de publier une étude où il note que « près d'une personne sur cinq interrogées s'attend à des protestations » contre la guerre. En

clair, malgré la censure, les arrestations et condamnations continues, la contestation n'a pas disparu. Et elle pourrait se nourrir de défaites militaires qui agissent comme des révélateurs des faiblesses et turpitudes du pouvoir russe.

Cette guerre, dans laquelle le Kremlin s'est enlisé lui-même, permet à l'impérialisme, surtout américain, d'épuiser le régime russe. Elle a aussi pour effet de remettre en cause le rôle de parrain de l'espace ex-soviétique que le pouvoir russe gardait plus ou moins jusque-là.

On vient d'en avoir une illustration dans le Caucase, puis en Asie centrale. L'Azerbaïdjan, appuyé par la Turquie qui aimerait remplacer la Russie comme puissance tutélaire de la région, a, malgré un accord de paix signé en 2020 sous l'égide de Moscou, attaqué l'Arménie, que la Russie protège, dans le Haut-Karabakh, une région contestée depuis plus de trente ans. Résultat : des centaines de morts, militaires et civils, de part et d'autre, et une trêve aussi précaire que les précédentes. Entre le Tadjikistan et le Kirghizstan, deux États parmi les plus pauvres de la planète, des affrontements militaires ont repris ces jours-ci, autour d'une enclave tadjike, faisant déjà une centaine de morts et plus de 100 000 réfugiés.

Le scénario dans les deux cas est similaire, l'éclatement de l'Union soviétique ayant élevé des barrières étatiques entre les peuples et en leur sein, avec des régimes semi-dictatoriaux qui



Les conscrits russes ne sont pas pressés d'aller combattre en Ukraine.

se maintiennent au pouvoir en dressant régulièrement leur population contre ses voisins. Et cela avec une Russie de Poutine qui n'a même plus les moyens de prétendre jouer les arbitres entre des États censés être ses alliés et obligés.

Ce qui vient de se passer dans le Caucase et en Asie centrale souligne l'effet de contagion, d'embrasement même indirect, que la guerre en Ukraine peut avoir dans des contrées parfois fort éloignées de la zone des combats.

Toujours plus de chair à canon

La « mobilisation partielle » décrétée par Poutine marque un pas de plus dans l'escalade guerrière. Elle vise à remplacer les quelque 50 000 hommes que Moscou aurait perdus en Ukraine en quelques mois. Pendant des semaines, Poutine a répété qu'il refusait de recourir à la mobilisation générale. Il sait trop quel effet dévastateur cela aurait pour le régime, et pour son chef, auprès de familles populaires voyant qu'on leur enlève leur fils pour l'envoyer au front. Et cela avec un risque élevé qu'il s'y fasse tuer, du fait d'un manque criant d'équipements et d'encadrement, alors que les forces ukrainiennes disposent des armements les plus modernes et les plus efficaces que l'Occident leur fournit.

Même si le décret de Poutine ne veut pour l'heure enrôler « que » les réservistes, il a visiblement choisi d'activer la machine à fournir de la chair à canon à ses généraux. Ces dernières semaines, il avait quand même pris le soin de susciter des appels, amplement relayés,

en faveur de la conscription. Ils venaient de responsables de partis – dont Ziouganov, le chef du KPRF, le parti dit communiste –, d'hommes d'affaires, de gouverneurs et du président-dictateur de la Tchétchénie, ces derniers s'engageant publiquement à envoyer des régiments de leur région à la rescousse du pays.

Pour le moment, Poutine tente d'apparaître comme celui qui refuse la conscription générale. En effet, il a tout lieu de craindre qu'elle dresse contre lui les familles des conscrits et qu'elle n'accélère un mouvement de fuite hors de Russie de jeunes, souvent diplômés, qui ne veulent pas aller à la mort. Certains ont pris les devants et constituent une part notable des 500 000 Russes, dont quelques oligarques et des hommes d'affaires, qui ont quitté le pays depuis le début de l'année.

Après avoir voulu une armée qui ne devait être constituée que de professionnels et d'engagés – souvent des sans-emploi venus de régions pauvres de Russie –, le Kremlin enrôle aujourd'hui des réservistes. Demain, à qui le tour ? Aux jeunes des dernières classes de l'équivalent des lycées et collèges ?

Le « tsar » Poutine, qui a fait sanctifier par l'Église russe le dernier empereur de la dynastie des Romanov, pourrait alors, en tout cas, il faut le souhaiter, apprendre à ses dépens, comme Nicolas II avec la révolution de 1917 née du premier conflit mondial, que la guerre peut se retourner contre les dirigeants et les nantis qui avaient intérêt à y jeter leur population.

Pierre Laffitte



Blindés russes dans la boue près du Donbass.

Iran : **Vive la lutte pour la liberté des femmes !**

Lundi 19 septembre, de nouvelles manifestations ont eu lieu pour protester contre la mort d'une jeune femme, Mahsa Amini, arrêtée le 13 septembre par la police des mœurs pour « port de vêtements inappropriés », et morte à l'hôpital le vendredi 16 septembre.

Mahsa Amini, 22 ans, avait été admise à l'hôpital dans le coma le lendemain de son arrestation, avant de s'y éteindre trois jours plus tard. Pour nombre d'Iraniens, il ne fait guère de doute qu'elle est morte sous les coups de la police. Sa mort a déclenché une véritable vague de colère contre le régime et ses supplétifs. Dès samedi, les manifestations ont rassemblé des femmes et des hommes par milliers, dénonçant les autorités et criant « *Mort à la République islamique* » dans de

nombreuses villes du pays, y compris à Téhéran, la capitale. Filmées par des téléphones, des femmes se sont coupé les cheveux, ont retiré leur voile, l'ont brûlé pour certaines.

Face aux manifestants, la police est intervenue, arrêtant plusieurs d'entre eux et dispersant la foule à l'aide de matraques et de gaz lacrymogène. Selon le Haut-Commissariat de l'ONU aux Droits de l'homme, la police aurait tiré à balles réelles dans plusieurs villes du pays, tuant au moins six



Manifestation d'étudiants, le 19 septembre.

personnes. Mais la vague de colère est telle que le président iranien a dû promettre une enquête et que des parlementaires, sentant le sens du vent, ont dénoncé la police des mœurs dans la

presse, chose inhabituelle.

Cette police est chargée de faire peser sur les femmes une véritable chappe de plomb, en leur imposant le port du voile obligatoire en public mais aussi en leur interdisant de porter des manteaux courts au-dessus du genou, des pantalons serrés et des jeans troués ou encore des tenues de couleurs vives. Une Iranienne a posté une vidéo dans laquelle elle explique que dès l'âge de 7 ans, « *si nous ne nous couvrons pas les cheveux, nous ne pourrions plus aller à l'école ni trouver un emploi. Nous en avons marre*

de ce régime d'apartheid de genre ».

Cette pression religieuse qui s'exerce contre les femmes est un des outils qui permet au régime iranien de maintenir sa dictature en mobilisant ses troupes et en faisant régner la terreur dans toute la société.

C'est une pression contre tous les pauvres, contre tous les travailleurs. Solidarité avec ces combattantes et tous ces combattants qui, ne comptant que sur eux-mêmes, se révoltent avec courage pour leur liberté et leur dignité!

Serge Benham

Semi-conducteurs : crise de surproduction et pénuries

Le marché mondial de l'électronique est en train de plonger. Les plus grandes entreprises qui conçoivent les microprocesseurs, les américains Intel et Nvidia, ont vu leurs ventes chuter brutalement au deuxième trimestre et en six mois leurs cours boursiers se sont effondrés de près de 50%. À Taïwan, le plus gros fabricant mondial, TSMC, a mis le pied sur le frein pour ses futurs investissements.

Il y a deux ans, les pénuries de puces électroniques mettaient à l'arrêt des usines automobiles partout dans le monde. Et on apprenait que la production de puces était extrêmement concentrée en Asie et surtout à Taïwan, où les usines, bien qu'ultra-modernes, n'arrivaient pas à faire face à la demande. Ces composants électroniques étant en effet présents partout : dans les ordinateurs, les télévisions, les téléphones portables, les voitures, les machines-outils pour l'industrie...

Dans tous les pays riches, de nombreuses voix se sont élevées pour prôner l'investissement massif dans ce secteur et la relocalisation de cette industrie. En réalité, les projections prévoyaient un doublement de la demande de semi-conducteurs d'ici à 2030, et les industriels du secteur se sont frotté les mains à l'idée des subventions qu'ils allaient obtenir, tout en sachant très bien qu'ils ne renonceraient pas à sous-traiter l'essentiel de leur production aux

usines taïwanaises géantes, utilisant le dernier cri de la technologie et une très nombreuse main-d'œuvre mal payée.

En France, Macron a lancé le plan Electronique 2030 et promis plus de 10 milliards d'euros. Une partie a été accaparée par STMicroelectronics pour faire construire une nouvelle usine dans l'Isère. Aux États-Unis, Biden est allé mettre la première pierre d'un site de production de microprocesseurs d'Intel subventionné par l'État américain à hauteur de 20 milliards de dollars.

Mais personne n'avait prévu l'inflation, la guerre en Ukraine, et leurs conséquences sur le marché des téléphones portables et des ordinateurs. Les capitalistes du secteur disent que les consommateurs n'ont désormais plus d'argent pour ce genre de dépenses. Les hausses des prix des carburants, de l'électricité ou de la nourriture absorbent ce qui allait avant dans l'achat d'un nouveau

téléphone ou d'un ordinateur. Aujourd'hui, les stocks de puces augmentent alors que les ventes continuent de chuter. Si les capitalistes ont bénéficié des subventions, les travailleurs vont payer par le chômage, les réductions d'effectifs et des fermetures d'usines alors que les nouveaux sites de production promis n'ont même pas encore vu le jour.

Et le chaos ne s'arrête pas là. La surproduction n'empêchera pas les pénuries. En effet, les puces ne sont pas toutes équivalentes. Celles qui manquent au secteur automobile sont basées sur une technologie ancienne, et les industriels de l'électronique n'ont vu aucun intérêt à investir de ce côté-là. Du coup, pour ces puces, les pénuries perdurent.

Cela ne gêne pas vraiment les industriels de l'automobile qui, eux, ont fait le choix de produire moins de véhicules à des prix bien plus élevés, réalisant ainsi des profits record. Tant pis si les voitures deviennent hors de prix et que beaucoup ne peuvent plus s'en payer, même d'occasion. Tant pis si les travailleurs de l'automobile se retrouvent régulièrement au chômage technique avec la baisse de salaire que ça implique.

Pierre Royan

Esclavage moderne : tare d'une société archaïque

Un récent rapport de l'Organisation internationale du travail (OIT), fait état de la forte augmentation de l'esclavage moderne dans le monde. Il concernerait 50 millions de personnes, soit 10 millions de plus qu'il y a cinq ans.

Le rapport fait état de 28 millions de personnes soumises à un travail forcé. Près d'un sur huit est un enfant et les travailleurs migrants sont trois fois plus susceptibles d'y être soumis.

Ce sont ces pêcheurs philippins ou vietnamiens trimant pour le compte de l'industrie taïwanaise de la pêche. Ce sont les ouvriers du bâtiment népalais ou pakistanais aux passeports confisqués par les patrons, sur les chantiers de construction des pays du Golfe. Il y a aussi les femmes de ménage sans papiers s'échinant en plein cœur de Paris, comme les ouvriers sous-payés de l'industrie agroalimentaire dans le Finistère, menacés d'expulsion en cas de contestation.

Le rapport dénonce aussi le fait que 22 millions de

femmes sont victimes de mariages forcés, en hausse de 6,6 millions en cinq ans. Elles payent de leur vie les survivances de pratiques patriarcales archaïques dont la société capitaliste a su s'accommoder. De plus, l'aggravation de la crise économique mondiale, qui se traduit par une augmentation de l'extrême pauvreté et la multiplication des conflits armés, ne peut qu'entraîner une hausse de ce type de violences.

L'OIT peut bien clamer son objectif d'éradiquer ce phénomène en 2030, la lutte pour la suppression de l'esclavage moderne est indissociable du combat communiste visant à mettre fin à l'exploitation de l'homme par l'homme.

David Mencas

Groupe PSA Stellantis : grève et débrayages sur les salaires

Pour des augmentations de salaire, près de 500 travailleurs sur les 3 000 que compte l'usine PSA Stellantis de Hordain (ex Sevel-Nord) ont fait grève pendant trois jours et continuent à se mobiliser sous forme de débrayages importants.

Lundi 19 septembre, à l'usine PSA Stellantis de Valenciennes, plus d'une soixantaine de travailleurs ont débrayé pendant deux heures, et le lendemain,

c'est dans les ateliers de l'usine de Sochaux que les ouvriers débrayaient à leur tour.

La grève à l'usine PSA Hordain, relayée par les

réseaux sociaux et par un tract CGT dans toutes les usines du groupe, a relancé partout les discussions sur les augmentations de salaire nécessaires, et la revendication d'une prime de 6 000 euros. Avec la question centrale de convaincre que la grève est le seul moyen de les obtenir, en les imposant à la direction qui ne cédera jamais

autrement.

La direction centrale a prévu une réunion avec les syndicats, le 27 septembre, mais seulement pour discuter de la prime Macron et de la possibilité du déblocage de l'intéressement. Malgré tout, cette réunion devient naturellement une étape pour tous ceux qui ont conscience qu'il faudra se mobiliser pour imposer des

augmentations de salaire. Un premier pas pour que les dizaines de milliers de travailleurs, en CDI, intérimaires et sous-traitants du groupe prennent conscience que c'est un véritable bras de fer qu'ils doivent engager, ensemble, contre la direction. L'exemple de la grève à PSA Hordain ouvre la voie.

Correspondant LO

À Hordain : "400 euros pour tous"

L'usine PSA de Hordain, près de Valenciennes, produit des véhicules utilitaires légers pour des marques différentes : Peugeot, Citroën, Fiat, Opel, Toyota.

Mais la direction en veut toujours plus et annonce une augmentation des cadences, sans embauches sauf quelques intérimaires supplémentaires et surtout des « contrats pro » qui ne coûtent pas cher à l'entreprise.

Elle a supprimé les équipes d'entretien et les pannes se multiplient. Elle fait rattraper les véhicules manquants en faisant travailler les samedis et les jours fériés. Frais minimums, profits maximums, c'est le mot d'ordre de la direction. Et cela vaut aussi pour les salaires qui sont gelés. Dans l'usine, beaucoup disaient ne plus pouvoir s'en sortir et l'idée des 400 euros d'augmentation revenait de plus en plus souvent, la hargne contre les profiteurs aussi.

C'est la principale raison des débrayages qui ont commencé dans la soirée du jeudi 15 septembre. Quelques dizaines de travailleurs ont quitté leur poste au Ferrage.

La CGT relayait le débrayage et appelait l'équipe de nuit et celle du vendredi matin à faire de même.

Le vendredi 16, au matin, 150 ouvriers, essentiellement du Ferrage, se sont mis en grève. Ceux des équipes du soir et de nuit ont suivi à leur tour. Au total, pas moins de 500 travailleurs se sont déclarés en grève. Il y avait aussi des jeunes en contrats pro et des intérimaires pour qui c'était la première grève. Des assemblées générales de grévistes ont voté les revendications proposées par la CGT : 400 euros de plus par mois pour tous les salaires, une prime défiscalisée de 6 000 euros, des embauches de contrats pro et d'intérimaires, des améliorations des conditions de travail, le refus de l'augmentation prévue des cadences.

La direction a tout refusé, comptant sur le fait que la grève n'allait pas passer le week-end. Mais l'équipe du samedi matin a continué



Ouvriers en grève à PSA Stellantis Hordain

la grève, ainsi que celle de la nuit du dimanche. Lundi 19 septembre, la bonne surprise a été que plus d'une centaine d'ouvriers n'ont pas repris le travail.

La direction a alors annoncé qu'une réunion centrale allait se dérouler le 27 septembre, avec comme ordre du jour la prime Macron et le déblocage de

la prime d'intéressement. Ce point ne concerne pas grand monde à part des hauts cadres qui avaient pu se permettre de laisser leur prime bloquée cinq ans.

Suite à cette annonce, les travailleurs ont décidé de se mettre en grève par intermittence, comme ils le disent eux-mêmes, pour maintenir la pression.

Mardi 20 septembre, en équipe du soir, ils étaient encore une centaine à débrayer et à manifester dans les ateliers.

Ils peuvent être fiers d'avoir allumé la mèche. Si le feu prend dans tout le groupe PSA Stellantis, les patrons profiteurs du groupe auront ce qu'ils méritent !

Correspondant LO

À Sochaux : un début de mobilisation

Mardi 20 septembre, à l'appel de la CGT, soixante ouvriers des trois équipes de fabrication ont tenu à débrayer eux aussi. Ils ont mis en avant la revendication d'une augmentation des salaires de 400 euros et une prime exceptionnelle de 6 000 euros.

Leur petit nombre n'a pas découragé les grévistes qui, lors des rassemblements,

ont décidé de continuer à discuter autour d'eux, pour convaincre d'autres travailleurs de s'y mettre. Rendez-vous a été pris pour faire le point et préparer les prochaines étapes, dont celle de la journée nationale de grèves et de manifestations du 29 septembre sur les salaires.

Correspondant LO

À Douvrin : un samedi pas comme les autres

Samedi 17 septembre, dans les ateliers d'usinage du moteur DVR de l'usine Stellantis de Douvrin, dans le Pas-de-Calais, plus d'une vingtaine de travailleurs (usineurs, maintenanciers, métrologues) sur la quarantaine de présents dans ce secteur ont cessé le travail pour exprimer leur mécontentement.

Ils ont quitté l'usine tous ensemble vers 10 heures au lieu de midi.

Le ras-le-bol des heures supplémentaires obligatoires était dans toutes les têtes. Travailler gratis, pour rembourser des jours de chômage dont les travailleurs ne sont aucunement responsables, ne passe plus. De même que les samedis

obligatoires, parce que les machines des lignes de production tombent souvent en panne durant la semaine, faute d'entretien. Le tout pour des salaires qui ne suivent même pas l'inflation, alors que le groupe Stellantis bat des records de bénéfices avec 8 milliards au premier semestre. La coupe est pleine !

Ce sont les mêmes raisons qui ont poussé des salariés de PSA Stellantis Hordain, près de Valenciennes, à se mettre en grève au même moment contre les mauvaises conditions de travail et les salaires à la traîne..

Ces coups de colère montrent le chemin et en appelleront d'autres. Il n'y a de toute façon que la grève qui pourra inverser la pompe à fric que le PDG, Carlos Tavarès, fait tourner à fond sur le dos des travailleurs pour gaver ses actionnaires.

Correspondant LO

Stellantis PSA – Sochaux : suppressions d'emplois et compactage des locaux

La direction de PSA a supprimé des milliers d'emplois dans toutes les usines du groupe. Celle de Sochaux, fondée en 1912, ne compte plus que 6 200 salariés aujourd'hui contre 40 000 en 1975. Pour faire encore plus de profits, une profonde réorganisation de l'usine va être achevée.

Ces dix dernières années, la production a été, en moyenne, de 360 000 véhicules par an et, malgré des effectifs bien moindres, elle prévoit d'en produire 400 000. Il y a cinq ans, la direction a engagé une restructuration de l'usine. Des deux chaînes d'assemblage, il n'en reste qu'une, qui occupe 2,5 fois moins

de surface. C'est autant de gagné sur les frais de chauffage, d'électricité, mais pas seulement. Pour reclasser les ouvriers PSA de la ligne d'assemblage supprimée, elle a repris des activités confiées à ISS et Geodis qui ont supprimé un tiers de leurs effectifs.

Pas moins de 44 hectares du site ont été revendus à la

communauté de communes PMA (Pays de Montbéliard Agglomération). Une bonne affaire pour PSA, qui a empoché 11,5 millions d'euros d'argent public, gavé de subventions de toutes parts, mais c'est autant de moins pour ce qui est utile à la population : écoles et services publics dépendant des collectivités locales.

La construction d'un transstockeur, une tour de 25 mètres pour le stockage de pièces (volants, rétroviseurs, etc.), inspirée des entrepôts automatisés d'Amazon, va supprimer 20 % des postes en logistique. Après avoir liquidé massivement des emplois dans les ateliers, c'est la ligne hiérarchique qui est maintenant visée : fini les moniteurs, les RU (responsables d'unité) et les RG (responsables de groupe), il n'y a plus que des « Teamleaders », et des

« Supervisors » : des moniteurs et RU se retrouvent en poste sur chaîne et des RU sont fortement incités à quitter l'usine. Personne n'est à l'abri de la rapacité du groupe PSA, aujourd'hui Stellantis. Dans les ateliers, bas salaires, conditions de travail et rythmes de travail de plus en plus saccadés, et la précarité qui se généralise, suscitent un profond mécontentement.

Voilà en partie comment, malgré une baisse des ventes de voitures, Stellantis a explosé ses bénéfices. Au premier semestre, Stellantis a gagné 8 milliards d'euros. Divisés par les 281 595 salariés du groupe, cela fait 4 735 euros de profits, par salarié et par mois ! De quoi se dire que revendiquer 400 euros d'augmentation mensuelle et un salaire minimum de 2 000 euros, c'est au fond bien modeste...

Correspondant LO



Dans nos bulletins d'entreprise

Les salaires priment

La direction dit se soucier de notre pouvoir d'achat, et veut utiliser les dispositions de la loi du 16 août : heures supplémentaires défiscalisées, monétisation des RTT, déblocage du Plan épargne groupe, prime Macron, prime carburant...

Comme le gouvernement, la direction ne manque pas d'idées pour ne pas augmenter les salaires!

*Renault Technocentre
Guyancourt*

Travailler moins et travailler tous

Avec la fin de la Micra, la chaîne au Montage pourrait passer début janvier à 27 voitures à l'heure. Un poste sur deux devrait disparaître d'après les chefs. Pour eux, ce serait normal.

Pour nous, ce qui serait normal, c'est le maintien de tous les postes de travail et du salaire qui va avec.

Renault Flins

Notre urgence: nos salaires

Nous étions nombreux hier sur l'ensemble des assemblées générales qui ont eu lieu à l'usine.

Alors que, en 2022, le groupe Renault a déjà fait près d'un milliard de bénéfices, l'urgence pour nous, c'est l'augmentation de nos salaires. Il nous faut un minimum de 300 euros de plus aujourd'hui. Et au vu de l'explosion des prix qui nous attend, demain il nous faudra encore bien plus.

Renault Cléon

CHRISTOPHE BECK RADIO FRANCE



Transstockeur destiné à supprimer des postes.

Renault – Douai : l'hiver arrive!

Comme nombre d'entreprises qui consomment beaucoup d'électricité, Renault Douai ira quémander des aides auprès de l'État. Celles-ci sont attribuées depuis juillet à toutes les entreprises dont les achats d'électricité atteignent au moins 3 % du chiffre d'affaires 2021.

Mais Renault ne se contentera pas des cadeaux de l'État, et va aussi en profiter pour réclamer des sacrifices aux salariés. Dans un article du journal local *La Voix du Nord* qui s'inquiétait du sort de Renault Douai, la direction de l'usine explique qu'il faudra baisser la consommation énergétique de 12 % par véhicule produit d'ici fin 2022, puis de 14 % en 2023 et au total de 40 % d'ici 2025.

Comment? En coupant le chauffage totalement hors production, en le contrôlant avec des compteurs et des capteurs connectés.

2,2 millions sont prévus pour s'équiper en capteurs.

Cet article a beaucoup fait discuter dans l'usine, beaucoup de salariés qui ont déjà passé l'hiver à Renault Douai pensaient qu'il n'était pas possible d'être plus mal chauffé. Eh bien si, la direction le tentera ! Par ailleurs, elle demande aux travailleurs de venir avec leurs propres outils car « elle n'en a pas »... mais elle trouve des millions pour des thermomètres. Voilà qui va faire monter la température sociale!

Correspondant LO

Toyota – Onnaing : publicité gratuite... et mensongère

L'usine Toyota d'Onnaing, dans le Nord, se fait de la publicité gratuite dans le journal local, à la télévision, à grands coups d'annonces de 500 embauches en CDI d'ici 2024. C'est, dans l'ensemble et dans le détail, une publicité bien mensongère.

Les nombreux travailleurs qui ont enchaîné les contrats précaires, en CDD, en intérim, en contrat pro pendant des mois doivent rire jaune : la promesse d'embauche est toujours là, et eux ne sont plus à l'usine. Et quand le directeur a annoncé ces 500 embauches devant tous les salariés réunis, il n'y a eu aucun applaudissement mais plutôt un gros brouhaha provoqué par des centaines d'ouvriers en CDD en fin de contrat, et qui ne seront pas embauchés en CDI.

Toyota se vante aussi d'un « coup de pouce » sur les salaires pour rattraper l'inflation. Quelle mauvaise blague ! La direction s'est contentée de répercuter les hausses du smic, ce qui a permis d'ailleurs à beaucoup de travailleurs de se rendre compte qu'en fait ils

étaient smicards. Et cela ne rattrape absolument pas la flambée des prix.

Les conditions de travail sont de plus en plus dures : à l'usine, depuis la reprise fin août, les cadences sont encore plus dures à supporter, l'overtime (le temps de travail supplémentaire chaque jour) est systématique, les samedis matin, dimanches de nuit et certains jours fériés sont travaillés.

Travailler à Toyota ne fait rêver personne. Ainsi un travailleur de Toyota plein d'humour a commenté, sur le site de *La Voix du Nord*, l'article sur les embauches en adressant un « Condoléances ! » aux futurs embauchés. Visiblement la propagande patronale, même relayée par les médias, ça ne convainc pas.

Correspondant LO

Fonderie Eurocast-GMD – Delle : les travailleurs se font respecter

Lundi matin 12 septembre, à la Fonderie Euroscas-GMD de Delle, dans le Territoire de Belfort, toutes les équipes, celles d'après-midi, de nuit, ainsi que les techniciens et employés des bureaux, soit 90 % du personnel, se sont mis en grève pour exiger le départ de leur directeur.

L'idée de la grève était dans tous les esprits depuis la reprise des congés avec la démission de plusieurs travailleurs, poussés à bout par ce directeur. Dès son arrivée il y a quatre ans, il n'a eu de cesse de vouloir régner par la peur, à coups de brimades, sanctions, licenciements de malades, ou pour fautes inventées, affichant un mépris insultant, bien accompagné par une jeune DRH zélée et aux ordres, qui elle aussi vient de démissionner ! Sa

ligne directrice, celle des dirigeants de GMD aux ordres des constructeurs de l'automobile, principalement PSA Stellantis, est de faire fondre les effectifs – ils sont passés de 139 à 106 – et augmenter la pression sur les travailleurs.

La production étant complètement à l'arrêt, des cadres dirigeants du groupe ont vite appliqué pour tenter d'éteindre l'incendie, proposant d'envoyer le directeur... en formation au

management ! Et pas à un mensonge près, ils ont dit être surpris, pas au courant de ses agissements. « Tous les indicateurs de l'usine sont au vert », ont-ils déclaré, le principal étant, pour eux, que l'usine fait des bénéfices.

À partir de là, les travailleurs ne veulent plus discuter d'autre chose que du départ définitif du directeur ; ils ne veulent plus se laisser endormir comme après la grève précédente pour les salaires, où ils demandaient déjà son départ. Une enquête sur les risques psychosociaux, diligentée alors par l'inspection du travail, n'avait fait que calmer son jeu un ou deux mois.



Après trois jours de tergiversations des dirigeants du groupe, qui n'ont pas entamé la détermination des grévistes, le directeur en personne est venu annoncer sa démission à tous les salariés, avec cependant un préavis de trois mois, qu'il fera à l'usine.

Les travailleurs ont obtenu ce qu'ils voulaient. Mais ils ont décidé d'utiliser le vendredi, jour de RTT, pour se retrouver et discuter des conditions de la reprise du travail en demandant des garanties

de « non-agression » de la part de ce futur ex-directeur honni : qu'il reste dans son bureau pendant son préavis, et ne vienne plus dans les ateliers. Quant à la demande du paiement des quatre jours de grève, un dirigeant du groupe a répondu : « Sur la tête de mes enfants, pas question ! » Ils seront retirés en deux fois. Le travail a repris lundi 19, les travailleurs, satisfaits d'avoir pu faire entendre raison à leur patron, restent vigilants.

Correspondant LO

Arkema – Pierre-Bénite : grève pour les salaires

Durant tout l'été, dans les ateliers de l'usine chimique Arkema à Pierre-Bénite, dans la région lyonnaise, les discussions sur la nécessité d'une augmentation importante des salaires se sont multipliées.



D'autant qu'Arkema a fait autant de bénéfices dans les six premiers mois de 2022 que pendant toute l'année 2021.

Devant l'absence de réponse de la part de la direction, ce sont les travailleurs postés de l'atelier PF (Polymères fluorés) qui ont pris l'initiative. Le week-end des 10 et 11 septembre, ils ont fait le tour des autres ateliers pour gagner leurs camarades à l'idée de la grève, et ils ont placardé dans toute l'usine un tract appelant à la mobilisation.

Plusieurs d'entre eux expliquaient que c'était le

moment d'y aller, car on « nous parle de récession à venir » et dans quelque temps la situation risque « d'être moins favorable pour se battre ». D'autres disaient, en écho aux déclarations gouvernementales : « Ce n'est pas à nous de faire les frais de l'inflation. »

Alertée par cette agitation, la direction du groupe a convoqué les organisations syndicales pour discuter des salaires, ce qu'elle refusait jusque-là. Et jeudi 15 septembre, elle a proposé une augmentation générale de 60 euros brut.

Mais, pour beaucoup,

c'est un minimum de 200 euros qu'il faudrait. Aussi, dès le lendemain, les travailleurs postés des Polymères fluorés se sont mis en grève, rejoints l'après-midi par les postés des autres ateliers.

Les grévistes espéraient que, suivant leur exemple, les travailleurs d'autres sites Arkema rejoindraient dans le mouvement, comme cela s'était déjà produit à d'autres occasions. À l'assemblée générale du lundi 19 septembre, force fut de constater que ce n'était pas le cas. Malgré cela les travailleurs de Pierre-Bénite ont décidé de poursuivre la grève, d'autant plus que des travailleurs à la journée les ont rejoints, convaincus par les discussions en assemblée générale. Plusieurs dizaines de grévistes se sont même réunis pour rédiger un tract et le porter collectivement à la direction.

Les travailleurs sont conscients que faire reculer la direction ne sera pas facile. Mais ils ont pris leur mouvement en charge et c'est ce qui fait leur force.

Correspondant LO

Camaïeu : licencier pour continuer à s'enrichir

Prétextant le Covid, le blocage du système informatique lié à une cyberattaque et la baisse du chiffre d'affaires, le patron de Camaïeu vient d'annoncer son intention de fermer 208 des 509 magasins existants.

Les salariés peuvent constater que la situation invoquée n'entame en rien la fortune du propriétaire du groupe FIB, qui contrôle l'enseigne.

Ainsi, d'après le classement des plus grosses fortunes du magazine *Challenges*, la fortune de Michel Ohayon, le patron de la FIB, la Financière immobilière bordelaise, était de 750 millions en 2019, 600 en 2020, 950 en 2021 pour s'élever à 1,1 milliard en 2022. Elle n'a cessé de croître avec les rachats d'entreprises au cours de ces dernières années. Et Camaïeu n'est qu'un maillon d'une chaîne d'enseignes qui composent le pôle distribution d'un groupe implanté à l'origine dans l'immobilier de bureaux et l'hôtellerie de luxe.

En 2018, la FIB rachète 22 magasins Galeries Lafayette en province, puis en 2019 le groupe Ludendo

et ses 175 magasins La Grande Récré et Jouetland avec, dans la foulée, Go Sport, Gap, et en 2020 Camaïeu. Profitant de la mise en redressement judiciaire de l'enseigne, le PDG de la FIB imposa ses conditions : de 634 magasins avec 3 100 salariés, Camaïeu repartit avec 511 magasins et 2 600 salariés.

Aujourd'hui, après avoir organisé une deuxième mise en redressement judiciaire, le patron de la FIB entend fermer à nouveau 208 magasins et supprimer plusieurs centaines d'emplois dans le but de continuer à accroître sa fortune.

Alors une seule conclusion s'impose : pas un emploi en moins chez Camaïeu ! C'est sur sa fortune personnelle et les bénéfices du groupe que doit être pris l'argent nécessaire pour garantir tous les salaires et tous les emplois.

Philippe Logier

Air France Industries – Orly-Roissy : une obole loin du compte

Après deux ans de blocage des salaires, la direction d'Air France a annoncé, mercredi 14 septembre, quelques augmentations : 2 % en novembre et, pour 2023, 2 % en février et 0,5 % en mai.

Elle prévoit aussi, mi-octobre, une prime « exceptionnelle » de 1 000 euros, mais en fait souvent moins car, dépendant de la présence au travail, elle pénalise ceux, nombreux, qui ont subi du chômage partiel.

À peine connue la nouvelle dans les ateliers et les hangars de la DGI (branche industrielle d'Air France) à Roissy et à Orly, ou à Éole à Villeneuve-le-Roi, ce qui revenait d'un peu partout,

c'est que cela restait loin du compte.

Le lendemain, jeudi 15 septembre, à l'appel des syndicats CGT et SUD, plus de 500 travailleurs, répartis sur la journée entre Orly et l'usine de Villeneuve-le-Roi, où il y a beaucoup de jeunes aux salaires bas, ont commencé à discuter de ce qui manque à la fin du mois.

Dans la continuité de cela, toujours à l'appel de la CGT et de SUD, un arrêt de travail

avec rassemblement s'est tenu le mardi 20 à la Maintenance de Roissy, d'Orly et de Villeneuve-le-Roi, avec les revendications suivantes : augmentation générale de 10 % avec un minimum de 300 euros net par mois ; une prime de 3 000 euros pour tous ; l'indexation des grilles salariales et des primes de transport.

À Éole (Villeneuve-le-Roi), à 10 heures, 150 des 900 travailleurs se sont retrouvés pour dire que des miettes restent des miettes, et que ce n'est pas ce qu'ils veulent. Ensuite, plusieurs d'entre eux se sont dirigés



vers le site voisin d'Orly-Nord, passant par les ateliers des Moteurs, avant de participer, ensemble, à un rassemblement syndical devant la cantine à 200 environ derrière une banderole « 300 euros net par mois ». On entendait des travailleurs de Cabine et des Moteurs dire des propositions de la direction que « Cela ne suffit pas », « Ce n'est pas assez » ou « 4,5 % étalés sur plusieurs mois ne remplacent pas ce qu'on a perdu en deux ans. » Les représentants syndicaux, eux, ont annoncé qu'ils allaient préparer des heures d'information du personnel et « un gros mouvement d'ici une quinzaine de jours ».

À Roissy, toujours mardi 20, le rassemblement devant la cantine de la DM (Division de la maintenance) a réuni un peu moins de monde qu'à Orly, même s'il y a eu un gros débrayage dans le

service voisin d'Hélios. Il est vrai qu'il y a là des jeunes qui n'y arrivent plus, car ils démarrent avec 1 350 euros par mois, alors que les « anciens » ne touchent pas plus de 1 700 euros après vingt ans de travail.

Depuis plus de deux ans, la direction d'Air France s'est fait assister à coups de milliards par l'État ; elle a supprimé plus de 10 000 emplois ; elle a bloqué et même diminué les salaires avec le chômage partiel... Et maintenant qu'elle se prépare à s'offrir d'autres compagnies en mobilisant des centaines de millions, elle croit pouvoir se permettre de distribuer une obole à ses salariés !

Il faut que s'organise une riposte à la mesure de ce que la compagnie peut et doit céder à ses salariés et à ceux de la sous-traitance.

Correspondant LO

Vendanges : les travailleurs trinquent

Depuis l'ouverture de la campagne de vendanges, les propriétaires de domaines viticoles se plaignent de manquer de main-d'œuvre.

Les vendangeurs doivent en effet engager des frais pour payer le transport jusqu'au lieu de récolte. Leur salaire diminue d'année en année car la période de vendange est toujours plus réduite du fait d'un recours grandissant aux machines agricoles. S'ajoute à cela le fait que

de moins en moins de domaines acceptent de mettre un hébergement à la disposition des travailleurs.

Les vigneronnes recourent de plus en plus à des prestataires qui exploitent des travailleurs venus des quatre coins de l'Europe. Ceux-ci triment dix heures par jour, parfois

sans contrat de travail, et sont bien souvent entassés dans des campements de fortune sans accès aux sanitaires ni douches. Beaucoup d'entre eux ne savent même pas combien ils seront payés à leur retour dans leurs pays d'origine, si tant est qu'ils le soient.

Pénurie de vendangeurs ? Plutôt exploitation sans entraves.

David Mencas

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron – 6, rue Florian 93500 Pantin – Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 – Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. – Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve – Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 – ISSN 0024-7650 – Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) – Dépôt légal septembre 2022.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France.

L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées.

L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe
 Nom Prénom
 Adresse
 Code postal Ville
 Ci-joint la somme de :
 Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
Destination			
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org
Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Haiti : explosions de colère

Depuis plusieurs semaines, la population pauvre exprime sa colère de manière explosive. Manifestations, révoltes, attaques de bâtiments publics et de résidences des riches se succèdent, amplifiées ces derniers jours par l'annonce gouvernementale d'augmenter le prix du carburant de manière démentielle : le prix du kérosène et du diesel a pratiquement doublé.

Déjà, le 2 septembre dernier, la Voix des Travailleurs, le mensuel de nos camarades haïtiens de l'OTR, consacrait tous ses articles à cette explosion sociale. Voici de larges extraits de son éditorial.

Expropriations des classes riches !

Insécurité, chômage, misère : depuis l'indépendance, les masses exploitées n'ont jamais connu mieux sous la direction des classes dominantes. Pire encore, 218 ans après, la cupidité, l'irresponsabilité de la bourgeoisie et de ses laquais propulsent tout le pays dans l'horreur des gangs armés comme forme de domination et d'exploitation des masses populaires. Depuis belle lurette, ceux qui dominent la société ont mille fois démontré qu'ils n'ont plus la légitimité d'être au contrôle de l'économie. À la classe ouvrière et aux masses populaires de s'organiser pour leur botter le cul.

Avec comme toile de fond, une insécurité aux

multiples facettes, alimentée par les gangs armés, la classe ouvrière et les masses populaires subissent de plein fouet les affres des classes dominantes depuis de nombreux mois. Ayant acquis par la violence et par la ruse les moyens de production du pays, les classes riches se sont hissées en haut de la société et la font fonctionner à leur seul profit.

Aux problèmes de chômage croissant qui menace l'existence de la majorité de la population, les patrons répondent en licenciant encore plus. Le secteur de la sous-traitance qui comptait environ 60 000 emplois dans les années 1990, est au bord de la faillite. Les

patrons exportent leurs capitaux vers d'autres lieux jugés plus sûrs, vers d'autres activités jugées plus rentables. Sans aucune indemnité de licenciement, les ouvriers sont jetés sur le pavé. Privés de la vente de leur force de travail pour vivre, ils sont condamnés à la déchéance.

Face aux problèmes de la cherté de la vie, les grands commerçants organisent le marché noir. Les prix des produits de grande consommation flambent sans cesse. Manger à sa faim devient la chose la plus difficile pour une famille de classe pauvre voire de classe moyenne. « Qu'ils crèvent, il suffit que nos comptes en banque soient bien alimentés », se

disent les importateurs et autres trafiquants !

Les prix des produits pétroliers grimpent. Dans un tohu-bohu indescriptible, [les importateurs et distributeurs] vendent au marché noir trois fois plus cher le peu qu'ils arrivent à faire rentrer. Peu leur importe [...] que les prix des transports grimpent et deviennent hors de portée de la population.

Les kidnappings se multiplient, les meurtres et les massacres sont monnaie courante dans les quartiers populaires. Les riches se déplacent en voitures blindées et s'entourent de hordes d'agents de sécurité, tout en continuant de financer, d'armer les gangs criminels

contre la population.

[...]

Seule la révolution menée par les travailleurs aux côtés des paysans pauvres et des autres couches des masses exploitées mettra fin au règne des capitalistes et des grands. La socialisation des moyens de production en est la condition indispensable. Il en va de la survie de la grande majorité de la population. Jeunes travailleurs, jeunes intellectuels, militants qui se reconnaissent dans ce combat, attelons-nous à mettre sur pied ce parti des travailleurs révolutionnaires qui organisera, guidera les masses exploitées vers la victoire.

La Voix des Travailleurs



Manifestation en Haïti pour protester contre la hausse des prix de l'essence.

ONDELYN JOSEPH AP

Guadeloupe : la tempête Fiona et ses conséquences

La tempête tropicale Fiona a frappé la Guadeloupe la nuit du 16 septembre et la journée du 17. Hasard du calendrier : jour pour jour, il y a 33 ans, le cyclone Hugo, le plus violent du 20^e siècle, avait dévasté l'île.

Mais alors que Hugo avait été un ouragan sec – ce sont les vents qui avaient causé les dégâts –, la tempête Fiona fut surtout très pluvieuse. On a relevé en moyenne 500 mm d'eau. Et ce sont les pluies ininterrompues et diluviennes

pendant plus de 16 heures qui ont causé le plus de dégâts. Ponts effondrés, routes départementales bloquées, maisons inondées par la montée des eaux... Partout, des centaines de voitures ont été submergées et emportées.



De très nombreux habitants ont été privés d'électricité mais le réseau est presque rétabli aujourd'hui. En revanche, près de 100 000 familles sont encore privées d'eau en raison de la dégradation de huit usines de production sur vingt-huit. Des captages de montagne ont été brisés par des éboulements et affaissements de terrain. Mais ce désastre ne fait que s'ajouter à celui, permanent, du manque d'eau potable dans de nombreuses régions de l'île. La tuyauterie très fragile et dégradée ne peut qu'exploser sous la pression de l'eau, même en temps normal. Le réseau est tellement pourri que la tempête a très facilement pu aggraver le problème.

Quant aux inondations qui se répètent régulièrement dans certaines zones, elles constituent

un véritable scandale. Car des maisons, voire des cités entières comme à l'Aiguille-Goyave, sont construites alors que ces zones sont réputées inondables. Depuis des années, la zone de Jarry, à Baie-Mahault, et de nombreuses autres ont été gagnées sur la mer et la mangrove, et on y construit beaucoup.

Les canaux et rivières débordent en grande partie du fait de l'absence de curage, des débris pouvant ainsi bloquer l'écoulement des eaux. Un homme est mort dans sa maison emportée par la rivière des Pères, à Basse-Terre. Ni les municipalités ni les assemblées locales ni l'État, personne ne prend en charge ces nettoyages en temps normal. Lorsque les habitants le font, il leur est dit qu'ils n'en ont pas le droit.

Si on ne peut éviter les catastrophes naturelles, on

pourrait en limiter considérablement les effets par une meilleure anticipation. Voilà ce qui motive la colère d'une grande partie de la population après cette tempête.

Les dirigeants des assemblées locales sont tout fiers d'avoir pu rapidement demander à l'État la reconnaissance de catastrophe naturelle. Quelle hardiesse ! Le ministre de l'Intérieur et des Outre-mer, Darmanin, se donne de l'importance en promettant cette mesure pour le milieu de la semaine, en même temps que l'arrivée de son ministre délégué à l'Outre-Mer, Jean-François Carencu. On verra alors ce dernier jouer la comédie, le front soucieux et les mots choisis, dans les zones sinistrées. Et comme d'habitude aucune mesure ne sera prise.

Pierre Jean-Christophe